

**TENDANCES ET EVOLUTION RECENTE
DE L'INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER***

Cet article a été publié dans *Perspectives de l'investissement international*:
Edition 2002, OCDE, Septembre 2002

I. Tendances récentes

*La forte baisse de l'IDE dans
la zone de l'OCDE...*

De 2000 à 2001, les entrées et les sorties d'investissement direct étranger (IDE) dans les pays de l'OCDE ont accusé leur baisse la plus forte depuis plusieurs décennies. Les entrées totales dans la zone de l'OCDE sont tombées de 1 270 milliards de dollars US (USD) à 566 milliards de dollars, soit une chute de l'ordre de 56 pour cent (tableau 1). Bien que l'on ne dispose pas encore de chiffres précis pour l'ensemble des pays non membres, les premières indications donnent à penser que leur part dans les flux mondiaux d'IDE s'est légèrement élargie en 2001, grâce à une baisse moins accusée des entrées. Sur la base des estimations actuelles, les sorties totales des pays de l'OCDE en 2001 ont représenté 593 milliards de dollars US, la zone de l'OCDE étant exportateur net d'IDE pour un montant total de 27 milliards de dollars en 2001 contre 12 milliards en 2000. (On trouvera à l'encadré 1 une description de la méthodologie utilisée par l'OCDE pour établir les statistiques de l'investissement direct étranger.)

*...n'a pas concerné de la
même façon tous les pays
Membres...*

Le fort ralentissement de l'activité n'a pas concerné tous les pays de la même façon. C'est en Allemagne et en Belgique-Luxembourg que les entrées ont le plus fortement chuté (dans les deux cas de quelque 80 pour cent). La raison en a été les transactions d'une ampleur sans précédent réalisées en 2000 en liaison avec quelques grandes opérations de fusions-acquisitions transfrontières. Les acteurs traditionnellement les plus importants dans le domaine de l'investissement direct – Etats-Unis et

* Cet article a été rédigé par Hans Christiansen et Ayse Bertrand de la Division des mouvements de capitaux, des investissements internationaux et des services. Les auteurs remercient tout particulièrement Mr. Arnaud Humblot de Dealogic pour son aide précieuse concernant les statistiques des fusions-acquisitions. Ils expriment également leur gratitude à Mr. Thomas Hatzichronoglou de la Direction de la science, de la technologie et de l'industrie de l'OCDE pour sa contribution à cet article.

Royaume-Uni – ont tous deux enregistré une baisse de leurs entrées d'IDE à peu près conforme aux moyennes de l'OCDE. Relativement faibles en 1999, les entrées d'IDE au Japon se sont redressées en 2000, mais elles ont légèrement reculé en 2001. La France et l'Italie sont les seuls grands pays de l'OCDE qui ont attiré un volume croissant d'investissement direct étranger en 2001.

... le rôle d'importateur net d'IDE des Etats-Unis se réduisant.

Si les sorties d'IDE ont suivi (ce qui n'est pas surprenant) les mêmes tendances générales que les entrées, certains cas particuliers méritent cependant d'être mentionnés. Il semble notamment que les opérations transfrontières de consolidation de sociétés qui affectaient jusque-là parallèlement les entrées et les sorties des différents pays aient eu moins d'impact en 2001. Les sorties des Etats-Unis, bien que plus faibles qu'en 2000, ont cependant relativement bien résisté, représentant plus de 21 pour cent des sorties totales d'IDE des pays de l'OCDE en 2001. Les sorties d'investissement direct enregistrées par l'Allemagne n'ont elles aussi guère diminué en 2001, ce pays redevenant comme avant 2000 exportateur net d'IDE. En revanche, des pays comme le Royaume-Uni et la Suède ont vu leurs sorties d'IDE baisser de près de 85 pour cent.

a) Comment interpréter les tendances

La chute est intervenue à partir de niveaux exceptionnellement élevés...

Lorsque l'on analyse les causes de la chute des investissements internationaux en 2001, il est essentiel de considérer les niveaux auxquels ils s'établissaient l'année précédente. Le montant total des IDE en 2000 a été d'une ampleur sans précédent, s'établissant à un niveau près de six fois plus élevé que seulement cinq ans plus tôt (graphique 1, partie A). La baisse observée entre 2000 et 2001 a effacé les deux tiers de cette augmentation en ramenant les flux d'IDE à deux fois le niveau qui était le leur au milieu des années 90. En d'autres termes, il semble bien que l'évolution en 2001 n'ait pas correspondu à une baisse atypique des flux internationaux d'investissement, mais davantage à un retour vers des niveaux plus tenables après ce que l'on peut considérer comme une "bulle" de l'investissement en 1999 et 2000.

...en raison de la multiplication d'opérations de reprise de sociétés en 1999 et 2000.

L'essentiel de l'augmentation de l'IDE en 1999 et 2000 a concerné les grands pays de l'OCDE. Elle a été largement liée à la multiplication des fusions-acquisitions dans le sillage d'une vague de restructurations mondiales et de repositionnement des entreprises multinationales. L'accélération des efforts de privatisation des gouvernements a elle aussi joué un rôle, notamment dans le cas des pays non membres de l'OCDE. De plus, les données concernant les fusions-acquisitions (sur lesquelles nous reviendrons plus longuement ci-après) indiquent que l'augmentation de l'activité a tenu à la fois au nombre des transactions et au prix moyen payé pour une acquisition donnée (graphique 1, partie B).

Tableau 1. Flux d'investissement direct, pays de l'OCDE, 1998-2001

(milliards de dollars US)

	Entrées				Sorties			
	1998	1999	2000 p	2001 e	1998	1999	2000 p	2001 e
Australie	6.1	5.7	11.9	5.1	3.4	3.0	5.1	11.4
Autriche	4.5	3.0	8.8	5.9	2.7	3.3	5.7	3.0
Belgique-Luxembourg	22.7	38.7	243.3	51.0	28.5	34.0	241.2	67.3
Canada	22.6	25.2	63.3	27.6	34.6	18.4	44.0	37.0
République tchèque	3.7	6.3	5.0	4.9	0.1	0.1	0.0	0.1
Danemark	7.7	6.8	14.5	4.1	4.5	7.0	6.6	6.1
Finlande	12.1	4.6	8.8	3.6	18.6	6.6	24.0	7.3
France	31.0	47.1	42.9	52.6	48.6	120.6	175.5	82.8
Allemagne	24.6	54.8	195.2	31.8	88.8	109.4	49.8	43.3
Grèce	..	0.6	1.1	1.6	n.a.	0.5	2.1	0.6
Hongrie	2.0	2.0	1.6	2.4	0.5	0.3	0.6	0.3
Islande	0.1	0.1	0.2	0.2	0.1	0.1	0.4	0.3
Irlande	8.9	19.0	24.1	9.8	3.9	5.4	4.0	5.4
Italie	4.3	6.9	13.4	14.9	16.1	6.7	12.3	21.5
Japon	10.2	21.1	29.0	17.9	39.9	65.3	49.8	32.5
Corée	5.2	10.7	10.1	3.2	3.4	2.1	3.5	2.6
Mexique	11.9	12.5	14.7	24.7	3.7
Pays-Bas	37.9	31.9	54.3	55.6	38.8	41.5	72.0	44.4
Nouvelle-Zélande	1.8	0.9	1.3	3.2	0.4	1.1	0.6	0.7
Norvège	4.0	7.5	6.0	2.2	2.5	5.5	8.3	-1.0
Pologne	6.4	7.3	9.3	6.8	0.3	0.0	0.0	0.1
Portugal	3.1	1.2	6.4	3.3	3.8	3.2	7.7	5.1
République slovaque	0.5	0.4	2.1	0.6	0.1	-0.4	0.0	0.1
Espagne	11.8	15.8	37.5	21.8	18.9	42.1	54.7	27.8
Suède	19.6	60.9	23.4	12.9	24.4	21.9	40.6	6.4
Suisse	8.9	11.7	16.3	10.0	18.8	33.3	42.7	16.3
Turquie	1.0	0.8	1.7	3.3	0.4	0.7	1.0	0.6
Royaume-Uni	70.6	82.9	119.7	53.8	121.8	205.8	255.1	39.5
Etats-Unis	179.0	289.5	307.7	130.8	142.6	188.9	178.3	127.8
TOTAL OCDE	522.6	775.6	1274.0	565.8	666.7	926.6	1285.6	593.1

Note : Les données sont *converties* sur la base des taux de change annuels moyens.

Grèce : 1999-2001 ; source : FMI.

Corée et Pays-Bas : 2001 ; source : FMI.

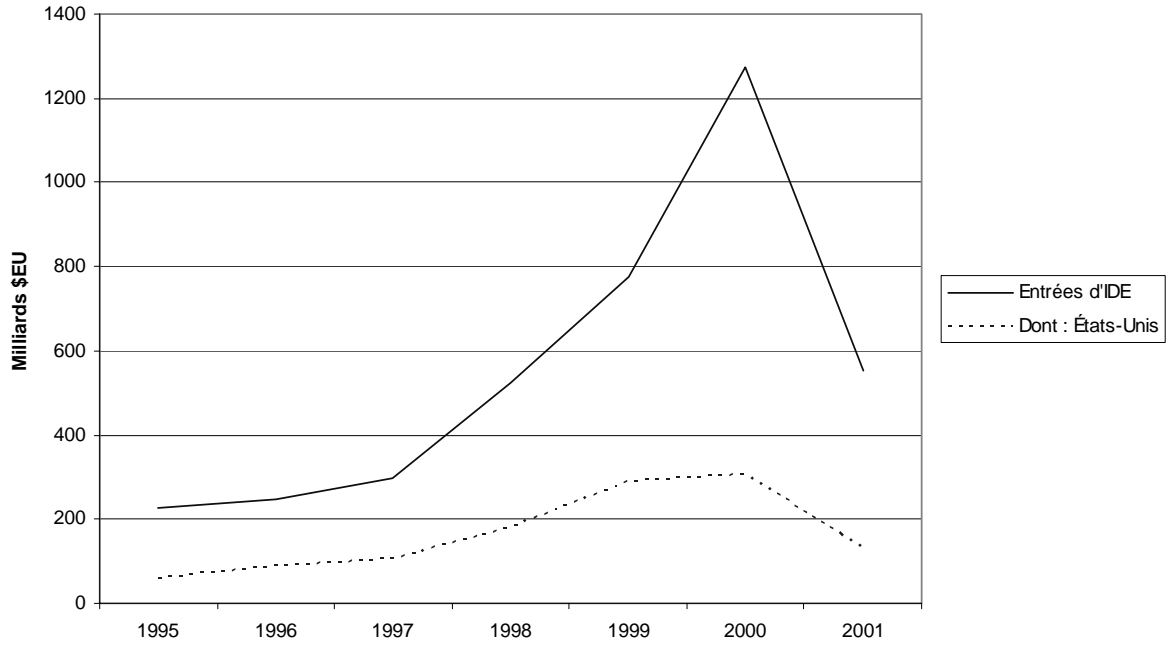
Hongrie : 1998 ; source : FMI.

République slovaque : Les données ne couvrent que les fonds propres. Les chiffres de 2001 se rapportent à la période janvier-septembre 2001.

Source : OCDE, Base de données sur l'investissement direct international.

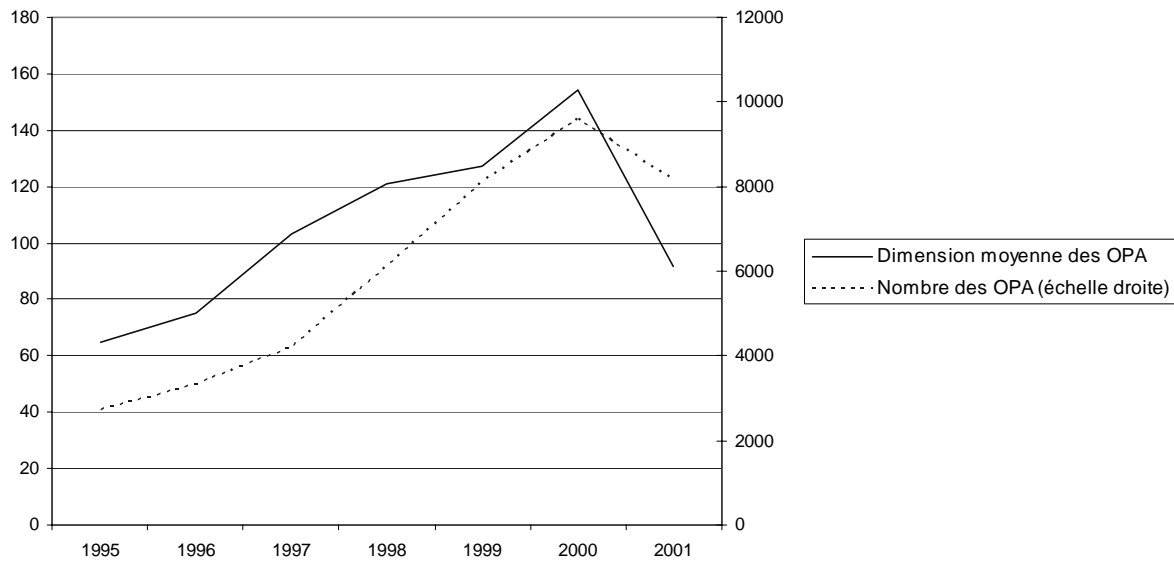
Graphique 1. Analyse des modifications de l'IDE

Partie A. Entrées d'IDE dans les pays de l'OCDE



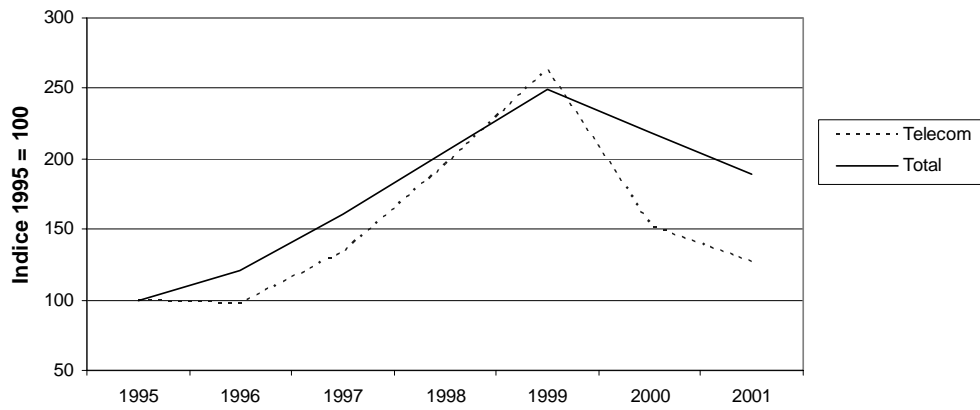
Source : OCDE Statistiques d'investissement direct international

Partie B. Fusions-acquisitions mondiales transfrontières : nombre et montant des OPA



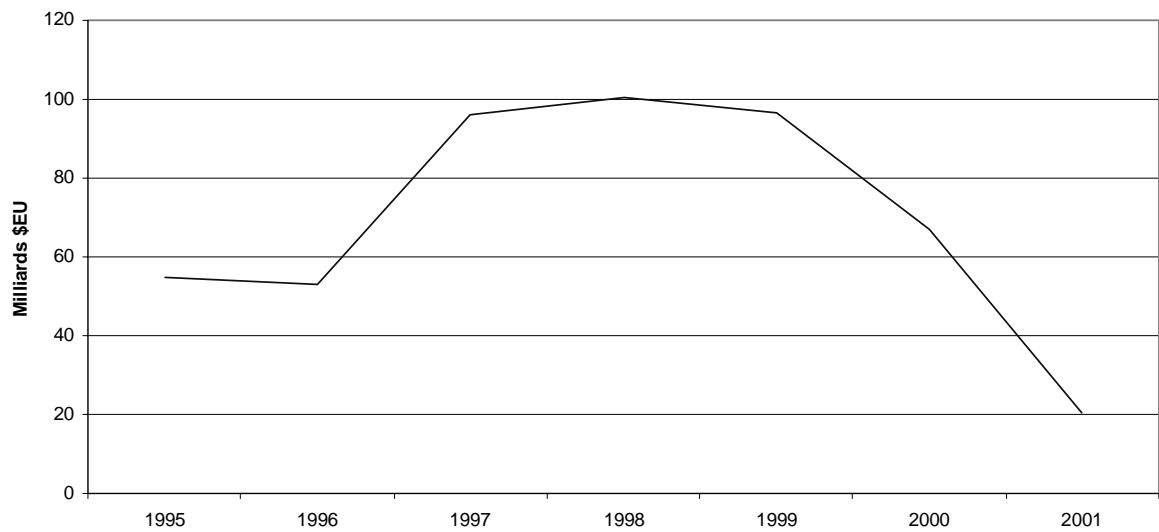
Source : OCDE Statistiques d'investissement direct international

Partie C. Indices boursiers des Etats-Unis



Source : Thompson Financial

Partie D. Produit total des privatisations dans les pays de l'OCDE



Source : OCDE Statistiques d'investissement direct international

Encadré 1 : Statistiques de l'investissement direct étranger

Définitions et champ couvert

L'*investissement direct* est une forme d'investissement international effectué par une entité résidant dans une économie (investisseur direct) dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise résidant dans une économie autre que celle de l'investisseur (entreprise d'investissement direct). La notion d'« intérêt durable » implique l'existence d'une relation de longue durée entre l'investisseur direct et l'entreprise et l'exercice d'une influence notable sur la gestion de l'entreprise. L'investissement direct couvre à la fois l'opération initiale entre les deux entités et toutes les opérations ultérieures en capital qui interviennent entre elles et entre les entreprises affiliées, qu'elles soient constituées ou non en société.

L'*entreprise d'investissement direct* est une entreprise ayant ou non la personnalité morale, dans laquelle un investisseur étranger détient au moins 10 pour cent des actions ordinaires ou des droits de vote dans le cas d'une entreprise ayant la personnalité morale, ou l'équivalent s'il s'agit d'une entreprise n'ayant pas la personnalité morale. La détention de 10 pour cent des actions ordinaires ou des droits de vote est le critère qui détermine l'existence d'une relation d'investissement direct. Un « pouvoir de décision effectif au niveau de la gestion », correspondant à une participation d'au moins 10 pour cent, signifie que l'investisseur direct est en mesure d'influer sur la gestion d'une entreprise ou d'y participer ; il ne requiert pas nécessairement un contrôle absolu par l'investisseur étranger. Les entreprises d'investissement direct sont des entités détenues directement ou indirectement par l'investisseur direct et se classent en trois groupes :

- les filiales (entreprise dont un investisseur non résident détient plus de 50 pour cent) ;
- les sociétés affiliées (entreprises dont un investisseur résident détient entre 10 et 50 pour cent) et ;
- les succursales (entreprises non dotées de la personnalité morale qui sont détenues intégralement ou conjointement par un investisseur non résident).

Les *droits de vote* sont attachés à certaines actions/valeurs mobilières. Il peut s'agir soit de titres cotés, soit de titres non cotés.

Méthodologie

D'autres directives méthodologiques concernant l'établissement des statistiques des IDE figurent dans la Définition de référence de l'OCDE des investissements directs internationaux, 3^{ème} édition, et dans le Manuel de la balance des paiements du FMI, 5^{ème} édition.

Comparabilité

La comparabilité des statistiques des IDE entre les pays de l'OCDE s'est sensiblement améliorée mais des efforts complémentaires sont également prévus pour renforcer encore la cohérence internationale. Une récente étude du FMI et de l'OCDE, intitulée *Report on the Survey of Implementation of Methodological Standards for Direct Investment*, tente d'analyser la comparabilité des statistiques d'IDE des pays de l'OCDE.

Source

L'*Annuaire* de l'OCDE des statistiques d'investissement direct international fournit des données détaillées sur les flux et les stocks d'entrées et de sorties d'IDE à partir de chiffres communiqués par les pays de l'OCDE. On peut trouver des détails complémentaires sur le site web www.oecd.org. Les statistiques utilisées dans le présent article ont été complétées par les statistiques de balance des paiements du FMI lorsque les chiffres de l'OCDE étaient incomplets.

La surévaluation du marché boursier dans le passé a contribué à cette évolution...

Sauf dans le cas peu probable où l'augmentation du prix moyen des acquisitions tiendrait uniquement à l'augmentation de la dimension moyenne des opérations, une partie de la croissance de l'IDE doit donc être attribuée à des modifications des valorisations – c'est-à-dire aux niveaux très élevés des cours boursiers à la fin des années 90 (graphique 1, partie C). Un deuxième mécanisme par le biais duquel ce phénomène semble avoir affecté l'investissement international est le fort gonflement qui en est résulté de la liquidité du secteur des entreprises, du fait de l'atténuation des contraintes de financement imposées aux entreprises cotées. Une autre modification ayant agi dans le même sens a été l'apparition de marchés plus profonds et plus liquides pour les actions et les obligations de sociétés à l'intérieur de la zone euro.

...ainsi que la multiplication des opérations de privatisation des services d'intérêt public.

Il serait cependant simpliste d'imputer l'envolée de l'IDE à la fin des années 90 uniquement à une bulle des cours des actions. Les relations de cause à effet semblent avoir été plus complexes. Ainsi, le gonflement des privatisations entre le milieu et la fin des années 90 (graphique 1, partie D) a mis sur le marché d'importants volumes de nouveaux titres d'entreprises de services d'intérêt public, principalement en ce qui concerne le secteur des télécommunications. Ces actions ont été rapidement échangées à des prix surévalués, et ont fait l'objet d'échanges transfrontières. Il semblerait que ce soit l'effet conjugué des prix élevés, des anticipations excessives et de la présence d'une communauté active d'investisseurs internationaux qui ait été à l'origine de la forte poussée des IDE dans les principaux pays de l'OCDE en 1999 et 2000. A l'inverse, la baisse observée depuis lors tient à la déflation des prix des actions, aux perspectives plus moroses concernant la rentabilité des entreprises dans le contexte du présent ralentissement conjoncturel, et, notamment dans le cas des Etats-Unis, à la perte progressive de confiance dans la fiabilité des chiffres publiés par les sociétés.

b) Fusions- acquisitions

Les chiffres des fusions-acquisitions pour le premier semestre de 2002...

On peut se faire une idée des flux d'IDE pendant le premier semestre de 2002 à partir des données concernant les fusions-acquisitions pendant cette période. Les fusions-acquisitions sont un indicateur particulièrement pertinent de l'IDE dans les pays Membres de l'OCDE, dans la mesure où la quasi-totalité des investissements directs transfrontières dans

ces économies (au moins en termes de valeur) revêt la forme d'un changement de mains du capital des entreprises existantes¹. En ce qui concerne les entreprises considérées comme des investissements des pays de l'OCDE dans des pays non membres, une part croissante de ces transactions au cours des dix dernières années a pris la forme de participations à des opérations de privatisations, dans le cadre desquelles l'IDE est lui aussi devenu de plus en plus lié aux opérations de fusions-acquisitions. (On trouvera à l'encadré 2 une vue générale des définitions sur lesquelles reposent les données des fusions-acquisitions.)

...indiquent que la baisse s'est poursuivie, quoique à un rythme plus lent.

Les entrées liées à des fusions-acquisitions dans les pays de l'OCDE entre janvier et le début de juin 2002 ont représenté un peu moins de 200 milliards de dollars US, après s'être établies à 636 milliards sur l'ensemble de l'année 2001 (tableau 2). Si l'on considère que les premiers mois de 2002 sont représentatifs, il semble alors que les fusions-acquisitions (et, par extension, les IDE) sur l'ensemble de l'année ont été proches de 450 à 500 milliards de dollars US, ce qui représente une nouvelle baisse de 25 pour cent. Sur les cinq premiers mois de l'année, les sorties se sont élevées à 185 milliards de dollars US (tableau 3), ce qui, sur l'ensemble de l'année, laisserait présager une baisse moyenne de l'ordre de 20 pour cent. Si les faits le confirmaient, les entrées et les sorties d'IDE des pays de l'OCDE en 2002 seraient ainsi à leur niveau le plus bas depuis 1997. On ne saurait cependant négliger les risques qui s'attachent à l'utilisation de telles extrapolations. Au second semestre de 2002, les flux d'IDE pourraient être gonflés par une reprise générale de l'activité économique dans la plupart des pays de l'OCDE, mais ils pourraient à l'inverse s'infléchir à la baisse en cas de nouvelles crises de faiblesse des prix des actions comme au début de l'été.

La baisse des entrées aux Etats-Unis semble particulièrement prononcée.

Un petit nombre de constatations intéressantes peuvent être tirées de la brusque modification de la composition par pays intervenue au premier semestre de 2002. En particulier, la part des Etats-Unis dans les entrées totales de la zone de l'OCDE est passée de 30 pour cent en 2001 à 17 pour cent seulement pendant les premiers mois de 2002. En fait, à supposer à nouveau que le premier semestre de 2002 soit représentatif de l'année dans son ensemble, plus de la moitié de la baisse des flux totaux entre 2001 et 2002 est imputable à la chute des opérations de fusions-acquisitions dans l'économie des Etats-Unis. A l'inverse, l'importance relative des pays d'Europe continentale semble avoir progressé, la France et l'Allemagne recevant plus de 20 pour cent de la totalité des

entrées liées à des fusions-acquisitions au cours du premier semestre de 2002 – contre 14 pour cent sur l'ensemble de 2001. De même, toute une série de petits pays de l'OCDE ont vu leur part s'accroître dans les flux globaux liés à des fusions-acquisitions.

Tableau 2. Fusions-acquisitions transfrontières, entrées par pays

(milliards de dollars US)

	1998	1999	2000	2001	Jan-12 Juin 2002
OCDE	617.4	879.6	1272.4	636.3	199.4
Australie	12.8	29.2	19.2	17.6	5.6
Autriche	4.4	0.2	2.7	10.3	0.1
Belgique-Luxembourg	65.4	37.9	12.5	18.9	16.0
Canada	18.3	31.2	139.3	50.9	14.4
République tchèque	2.9	3.4	2.9	2.0	4.4
Danemark	9.6	6.5	14.1	1.5	1.3
Finlande	22.7	4.9	5.0	4.3	2.7
France	38.5	29.3	50.8	27.5	14.8
Allemagne	20.1	63.8	293.2	60.8	25.4
Grèce	3.8	7.1	1.4	1.3	0.0
Hongrie	1.2	1.1	3.9	0.6	1.0
Islande	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0
Irlande	0.7	6.9	5.5	6.5	0.5
Italie	27.9	42.7	20.1	17.0	4.1
Japon	19.3	22.9	19.9	17.8	3.3
Corée	7.3	19.6	9.7	11.4	0.6
Mexique	3.5	1.2	25.4	16.3	3.9
Pays-Bas	28.4	45.8	40.0	16.1	11.0
Nouvelle-Zélande	2.6	4.8	4.4	3.3	0.3
Norvège	1.5	6.2	10.2	5.3	0.4
Pologne	2.8	7.3	10.4	3.5	0.5
Portugal	5.4	2.9	9.8	0.8	0.7
Slovaquie	0.0	0.1	1.8	1.3	3.4
Espagne	17.0	13.0	24.9	9.7	9.6
Suède	14.0	58.7	29.0	12.8	3.9
Suisse	16.4	19.0	28.4	17.4	5.9
Turquie	0.3	0.1	3.6	0.7	0.1
Royaume-Uni	80.5	147.6	214.8	112.7	30.9
Etats-Unis	189.8	265.9	269.5	188.0	34.3
Quelques autres pays					
Israël	3.6	4.8	3.5	4.6	0.4
Hong Kong, Chine	3.7	9.5	15.1	13.8	0.4
Chine	4.5	10.2	45.2	5.4	1.5
Singapour	0.8	5.9	2.2	6.3	0.4
Brésil	31.1	11.1	34.4	9.6	2.9
Argentine	12.7	25.1	11.5	5.5	0.1
Chili	2.7	8.3	4.6	5.1	1.6

Source : Déalogic

Tableau 3. Fusions-acquisitions transfrontières, sorties par pays

(milliards de dollars US)

	1998	1999	2000	2001	Jan-12 Juin 2002
OCDE	545.9	803.2	1115.8	573.3	185.2
Australie	6.8	10.8	7.0	37.0	5.5
Autriche	1.4	2.2	3.6	1.3	0.9
Belgique-Luxembourg	6.1	11.7	19.1	21.7	4.1
Canada	40.2	16.4	42.0	30.0	4.9
République tchèque	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1
Danemark	2.5	5.8	6.6	4.3	0.9
Finlande	10.4	4.0	13.0	9.1	3.8
France	39.8	124.6	151.6	66.9	24.4
Allemagne	77.2	112.8	80.6	70.5	26.6
Grèce	1.3	0.6	4.0	0.2	0.3
Hongrie	0.1	0.0	0.4	0.0	0.0
Islande	0.0	0.0	0.1	0.0	0.1
Irlande	3.6	3.6	4.8	1.8	0.4
Italie	13.1	14.7	19.7	21.8	3.1
Japon	8.1	21.6	22.7	21.8	1.9
Corée	0.1	0.1	1.6	0.1	0.0
Mexique	0.4	4.1	4.6	0.7	0.8
Pays-Bas	38.6	48.5	71.1	31.9	13.2
Nouvelle-Zélande	0.1	1.0	1.2	0.6	0.0
Norvège	1.2	1.5	7.9	2.5	4.4
Pologne	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Portugal	4.7	2.4	5.4	1.7	0.9
Slovaquie	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Espagne	17.0	34.7	60.3	8.5	5.2
Suède	30.4	12.4	22.9	11.5	3.2
Suisse	27.7	15.1	41.7	21.2	0.9
Turquie	0.1	0.6	0.0	0.0	0.0
Royaume-Uni	106.3	196.7	372.6	84.6	32.5
Etats-Unis	108.8	157.2	151.2	123.4	47.1
Quelques autres pays :					
Afrique du Sud	3.4	6.5	4.3	2.1	0.85
Bermudes	11.8	38.0	10.4	16.4	1.3
Chine	2.0	0.7	1.4	1.4	0.5
Hong Kong, Chine	7.0	13.6	48.9	4.9	1.9
Singapour	0.6	5.0	14.5	16.2	0.9

Source : Déalogic

Encadré 2. Chiffres des fusions-acquisitions : sources et définitions

Les chiffres des fusions-acquisitions utilisés dans cet article ont été fournis par Dealogic, société d'analyse bancaire de l'investissement mondial, sur la base de sa base de données mondiales sur les fusions-acquisitions. Les définitions retenues pour la collecte des données sont les suivantes :

Critères d'inclusion :

1) *Acquisitions, fusions et cessions.* Toutes les transactions sont couvertes, qu'elles soient le fait de sociétés publiques ou de sociétés privées. Sont couvertes les offres publiques d'achat, les achats sur l'open market, les échanges de titres, les opérations de privatisation, les prises de contrôle inversées, les émissions d'actions, les recapitalisations, et les rachats.

2) *Acquisitions d'actifs.* Les achats d'actifs sont couverts et couvrent les divisions et les opérations des entreprises ; les restaurants, cafés, hôtels, casinos et autres actifs du secteur des loisirs ; les centres commerciaux ; les journaux et périodiques ; les ports et les aéroports ; les licences de téléphonie cellulaire et sans fil ; les droits de distribution de produits pharmaceutiques ; enfin les hôpitaux, les centres de long séjour et les autres établissements de soins médicaux.

3) *Achats de participations.* Tous les achats de participations de 5 pour cent ou plus dans des sociétés publiques et privées sont couverts chaque fois que possible. L'acquisition ou la cession de participations moins importantes peut également être couverte lorsque la participation achetée ou cédée est considérée comme présentant une importance stratégique.

4) *Satellisation, scission et cession partielle à des actionnaires extérieurs.* Les démantèlements, y compris du fait de privatisations, sont couverts.

5) *Rachats d'actions.* Les rachats d'actions sont inclus ou exclus en fonction des critères suivants. Les introductions en bourse et les rachats ainsi que les désengagements sont couverts ; le sont également les rachats utilisés comme technique défensive. Les autres programmes de rachat sont également inclus s'ils concernent le rachat de participations supérieures à 10 pour cent ou, enfin, si la valeur du programme dépasse 50 millions de dollars US.

6) *Coentreprises.* Les coentreprises stratégiquement importantes sont incluses. Les transactions dans le cadre desquelles des avoirs ou des entreprises existantes sont acquis par une coentreprise ou fusionnés avec une coentreprise seront incluses. En règle générale, la création de nouvelles sociétés pour exploiter les intérêts de coentreprises n'est pas couverte.

Critères d'exclusion :

1) *Alliances ou accords.* Les alliances stratégiques (non identifiées comme coentreprises) ; les contrats de distribution et d'achat, et les prêts-bails ne sont pas inclus. De même, les achats par des sociétés de produits fabriqués par une autre société ne sont pas pris en compte.

2) *Instruments financiers.* Les instruments suivants ne sont pas inclus dans la base de données : options, droits, garanties, instruments de créances (par exemple titres subordonnés), placements privés autres que les opérations sur titres privés, et prêts. Les placements de titres, sur le marché primaire ou secondaire, ne sont pas inclus à moins qu'ils ne répondent au critère des démantèlements ou des privatisations.

3) *Brevets et copyrights.*

4) *Restructurations.* Les transactions considérées comme la fusion de filiales intégralement détenues par une seule société sont considérées comme un exercice de restructuration et de ce fait ne sont pas incluses.

Toutes informations supplémentaires ainsi que l'accès commercial aux bases de données détaillées de Dealogic peuvent être obtenus sur le site web www.dealogic.com.

La configuration des investissements à l'étranger ne s'est guère modifiée ...

En revanche, la composition géographique des sorties au titre de fusions-acquisitions ne s'est guère modifiée pendant le premier semestre de 2002. La part des Etats-Unis dans les sorties totales de l'OCDE a en fait augmenté de deux points pour atteindre quelque 26 pour cent, et les Etats-Unis sont devenus de ce fait exportateur net de fusions-acquisitions pour la première fois depuis plusieurs années. Le Royaume-Uni représentant lui aussi 18 pour cent des sorties, les deux acteurs traditionnellement les plus importants dans le domaine des opérations transfrontières ont représenté près de la moitié des sorties pendant le premier semestre de l'année.

...même vers des pays qui risquent d'être touchés par la crise argentine.

Enfin, une autre remarque importante concerne les pays extérieurs à la zone de l'OCDE. Face à la crise financière de l'Argentine, on s'attendait généralement à ce que les investisseurs directs évitent l'Amérique du Sud par crainte d'une contagion au niveau des IDE. Néanmoins, jusqu'à présent, il ne semble guère que cela ait été le cas. Le tableau 2 indique que si les investissements vers l'Argentine ont pratiquement cessé, la baisse des flux de fusions-acquisitions transfrontières vers le Brésil et le Chili voisins n'est pas plus accusée qu'elle ne l'aurait été du fait du ralentissement mondial de l'investissement. En revanche, certains des principaux pays d'accueil d'entreprises étrangères en Asie de l'Est semblent n'avoir guère attiré d'investissements au premier semestre de l'année.

La part des multimédia s'est réduite au profit des services d'intérêt public.

La répartition sectorielle des flux mondiaux transfrontières de fusions-acquisitions au cours des dix-huit derniers mois apporte un certain nombre d'éléments d'information supplémentaires. Ainsi, alors que la part des fusions-acquisitions dans beaucoup de secteurs « traditionnels » ne s'est pratiquement pas modifiée entre 2001 et 2002 (de fait, la part du secteur primaire et des industries manufacturières est restée pratiquement inchangée à 9-10 pour cent et 26 pour cent respectivement), d'importants changements sont intervenus à l'intérieur du secteur des services. Alors qu'en 2001, les services financiers, les entreprises d'information et les services multimédias avaient été la cible de 43 pour cent des fusions-acquisitions mondiales, leur part dans les flux totaux a été ramenée à 26 pour cent au premier semestre de 2002 (graphique 2). A l'inverse, les services d'intérêt public et le secteur de la construction, qui ne représentaient qu'une part minime des flux en 2001, en représentent près d'un quart depuis le début de 2002. Ce dernier phénomène semble tenir au fait que les privatisations des services d'intérêt public opérées ces dernières années affectent

encore les chiffres. Néanmoins, les privatisations se ralentissant actuellement, on peut sans doute en conclure que la prééminence actuelle des services d'intérêt public dans les transactions de fusions-acquisitions transfrontières est un phénomène temporaire.

c) ***Les fusions-acquisitions individuelles et les transferts de propriété***

Si l'on examine les principales opérations internationales de fusions-acquisitions, on dispose d'un certain nombre d'éléments d'information supplémentaires importants sur les différences nationales et notamment sur les différences sectorielles apparues en 2001 et 2002.

1) *Principales transactions en 2001*

La prédominance des flux des Etats-Unis et du Royaume-Uni s'est atténuée en 2001...

Les principaux transferts transfrontières de propriété en 2001 ont été essentiellement des transactions faisant intervenir les plus grandes économies mondiales, de sorte que la prédominance des fusions-acquisitions transfrontières entre des sociétés des Etats-Unis et du Royaume-Uni qui s'était reflétée dans les chiffres internationaux en 1999 et 2000 s'est désormais largement atténuée. En ce qui concerne la répartition sectorielle, la plupart des principales fusions-acquisitions achevées en 2001 visaient des sociétés de télécommunications, des institutions financières et des entreprises des secteurs minier et extractif.

...les principales cibles des investisseurs étant les sociétés de télécommunications...

Le principal secteur a été de loin celui des *services de télécommunications*. La plus importante opération transfrontière achevée en 2001 a été et de loin l'acquisition par Deutsche Telekom (Allemagne) de l'opérateur américain de réseau téléphonique et de télévision digitale VoiceStream Wireless Corporation. L'opération, évaluée au total à 24.6 milliards de dollars US, a été financée au moyen d'un appel d'offres combiné à un échange de titres. D'autres opérations dans le secteur des télécommunications menées à bien en 2001 ont été, par ordre d'importance, l'essaimage, pour un montant de 11.2 milliards de dollars US, de l'opérateur britannique de télécommunications mobiles mm02 à un groupe d'investisseurs internationaux ; l'acquisition par British Telecom d'une participation de 45 pour cent dans le capital de l'allemand Viag Interkom, pour un prix de 10.4 milliards de dollars US ; l'augmentation de 9.8 milliards de dollars US de la

participation de NTT DoCoMo (Japon) dans l'opérateur américain AT&T Wireless Group, participation qui représente désormais au total 16 pour cent du capital ; l'acquisition de Cable and Wireless Optus (Australie) pour 6.5 milliards de dollars US par Singapore Telecommunications ; l'acquisition pour 6.1 milliards de dollars US de Bell (Luxembourg) par Pirelli (Italie) ; et la vente de 13.2 pour cent des actions d'Orange (France) à un groupe d'investisseurs internationaux pour un montant de 5.8 milliards de dollars US.

...suivies par des établissements financiers...

Au sein du *secteur financier*, un assureur et une banque ont procédé à des rachats transfrontières d'ampleur à peu près équivalente. Le groupe d'assurance AXA (France) a pris la totalité du capital de sa filiale AXA Financial qui était jusque-là détenue en majorité par des investisseurs américains en achetant 40 pour cent des actions de la société pour un prix de 13.7 milliards de dollars US. Citigroup (Etats-Unis) a réalisé l'offre publique d'achat de 12.7 milliards de dollars US sur le Grupo Financiero Banamex du Mexique. D'autres opérations importantes concernant le secteur financier ont été un échange de 10.2 milliards de dollars US d'actions grâce auquel Tyco International (Bermudes) a pris le contrôle de la société américaine de services CIT Group (qui a des activités aussi bien dans le domaine financier que dans celui des services commerciaux et des services aux consommateurs). Enfin, Dao Heng Bank Group (Hong Kong, Chine) a été acquis pour 5.8 milliards de dollars US par DBS Group Holdings (Singapour).

...et des sociétés minières et extractives.

La plus importante transaction dans le secteur des *industries minières et extractives* achevée en 2001 a été la fusion, pour un montant de 11.9 milliards de dollars US de Billiton (Royaume-Uni) et de BHP (Australie), qui a donné naissance au plus important groupe mondial d'exploitation de ressources naturelles. Une autre transaction d'importance majeure a été la privatisation de De Beers Consolidated Mines, qui a conduit à l'achat de 60.2 pour cent du capital social de la société par DB Investments (Luxembourg). Cette dernière est une société holding détenue conjointement par Anglo American, Central Holdings et Debswana Diamond Company. Le producteur canadien de gaz et de pétrole Gulf Canada Resources a été acheté par Conoco des Etats-Unis pour 4.3 milliards de dollars US.

En dehors de ces principaux secteurs d'activité, la plus importante opération transfrontières conclue en 2001 a été l'achat pour 17.3 milliards de dollars US de titres de la société

britannique de services de restauration Compass Group par les actionnaires existants.

2) *Evolution depuis le début de 2002*

Pendant le premier semestre de 2002, le secteur de l'énergie est passé au premier rang ...

Le *secteur de l'énergie* a occupé une place prédominante parmi les transactions conclues pendant le premier semestre 2002. La plus importante opération menée à bien a été la reprise pour un montant de 5.6 milliards de dollars US de l'opérateur énergétique intégré Veba Öl (Allemagne) par BP (Royaume-Uni). Le producteur britannique de pétrole et de gaz Enterprise Oil a été acheté par Royal Dutch/Shell Group (Pays-Bas) pour un montant de 5.0 milliards de dollars US, et Duke Energy Corporation (Etats-Unis) a acheté l'opérateur canadien de gaz naturel Westcoast Energy, pour 3.4 milliards de dollars US. En ce qui concerne les producteurs et distributeurs d'électricité, la société britannique Innogy Holdings a été reprise par RWE (Allemagne) pour 4.4 milliards de dollars US, et le National Grid Group (Royaume-Uni) a acheté Niagara Mohawk Holdings (Etats-Unis) pour 3.0 milliards de dollars.

...tandis que l'activité s'interrompait pratiquement dans le secteur des télécommunications.

La seule transaction importante dans le *secteur des télécommunications* conclue jusqu'à présent en 2002 a été la reprise pour un montant de 3.4 milliards de dollars US de E-Plus Mobilfunk (Allemagne) par Koninklijke KPN (Pays-Bas). Parmi les importantes transactions menées dans d'autres secteurs, citons l'acquisition pour 6.6 milliards de dollars US de la société de produits chimiques Aventis CropScience (France) par Bayer (Allemagne) ; la reprise du fabricant de tabac allemand Reemtsma Cigarettenfabriken par l'Imperial Tobacco Group (Royaume-Uni) pour un montant de 4.6 milliards de dollars US ; et l'acquisition par Kingfisher (Royaume-Uni) du groupe de détail français Castorama Dubois Investissement pour 4.3 milliards de dollars US.

3) *Pour les mois à venir*

Plusieurs transactions importantes n'ont pas encore été menées à leur terme ...

Plusieurs grandes fusions-acquisitions ont été annoncées mais n'ont pas été encore achevées. La principale d'entre elles concerne le groupe médical Roche Holding (Suisse) qui paiera la somme convenue de 15.8 milliards de dollars US pour acquérir 84.3 pour cent du capital de la société de recherche pharmaceutique Genentech (Etats-Unis).

...dont beaucoup sont des reprises reportées de sociétés de télécommunications ...

Le *secteur des télécommunications* compte quelques-unes des transactions les plus importantes parmi les fusions-acquisitions en suspens. Parmi les principales opérations annoncées figurent l'acquisition par China Mobile (Hong Kong, Chine) pour 10.2 milliards de dollars US de l'opérateur de téléphonie mobile de Chine continentale Anhui Mobile Communication. Dans le cadre d'une transaction liée à la privatisation, Sonera Oyj (Finlande) devrait être repris par Telia (Suède) pour 9.0 milliards de dollars.

...et d'autres services d'utilité publique.

Les *services d'utilité publique* autres que les télécommunications occupent eux aussi une place de premier plan sur la liste des transactions futures. Ainsi, le producteur d'électricité E.ON (Allemagne) est convenu d'acheter PowerGen (Royaume-Uni) pour 7.3 milliards de dollars ; le distributeur d'eau American Water Works (Etats-unis) doit être repris par RWE (Allemagne) pour 4.7 milliards de dollars US ; et Vivendi (France) a annoncé qu'il paierait 3.0 milliards de dollars pour la compagnie de distribution d'eau Southern Water (Royaume-Uni).

Enfin, certaines opérations attendent d'être menées à leur terme dans les *secteurs tournés vers le commerce de détail*. Dans une transaction croisée, P&O Princess Cruises (Royaume-Uni) reprendra la société Royal Caribbean Cruises (Etats-Unis) pour 3.0 milliards de dollars tandis qu'elle est elle-même achetée par Carnival Corporation (Etats-Unis) pour 5.5 milliards de dollars US. La société South African Breweries (constituée en société au Royaume-Uni) achètera le brasseur Miller Brewing Company (Etats-Unis) pour 5.6 milliards de dollars.

II. Tendances à plus long terme de l'IDE

a) Indicateurs économiques de la présence de sociétés étrangères

L'impact économique de la présence de sociétés étrangères ...

C'est vraisemblablement l'encours des entrées d'IDE qui donne la meilleure idée de l'ampleur de la présence des sociétés étrangères dans une économie donnée. Néanmoins, la valeur totale des entreprises achetées par des investisseurs étrangers n'est peut-être pas le meilleur indicateur de l'incidence économique des acquisitions transfrontières. Ainsi, si l'on classe les pays en fonction des stocks d'IDE en provenance de l'étranger, les investisseurs internationaux les plus actifs sont généralement en tête de liste (pour les chiffres

des stocks d'IDE, voir les Annexes), ce qui n'est guère surprenant. En revanche, les IDE rapportés au PIB intérieur des pays d'accueil donnent une idée approximative de l'importance économique relative de la présence des sociétés étrangères dans les différents pays.

...semble plus importante dans quelques-unes des petites économies de l'OCDE que dans les principaux bénéficiaires d'IDE ...

Le graphique 3 montre que les économies où les entreprises à capital étranger apparaissent avoir le plus d'importance sont généralement les plus petites, telles que la Nouvelle-Zélande, la République tchèque et le Danemark. Néanmoins, des économies appartenant au G10, comme la Suède, la Suisse, le Royaume-Uni et le Canada affichent elles aussi des chiffres concernant les entrées d'IDE par rapport à l'économie intérieure qui sont supérieurs à la moyenne. Le Japon vient au dernier rang, ce qui n'a rien d'étonnant, mais même un bénéficiaire d'IDE aussi important que les Etats-Unis se classe à un rang relativement faible pour ce qui est de la présence des sociétés étrangères lorsqu'on prend en compte l'ensemble de l'économie des Etats-Unis.

...et à certains égards il paraît se renforcer...

Il est tentant de conclure de l'examen de la figure 3 que la mondialisation s'est intensifiée au cours des dix dernières années. Tout bien considéré, les positions des entrées d'IDE ont augmenté par rapport au PIB entre 1990 et 2000 dans tous les pays pour lesquels on dispose de donnée. On notera cependant que la valorisation des entreprises de la plupart des pays de l'OCDE a elle aussi augmenté par rapport au PIB pendant les années 90 –notamment celle des sociétés dont les titres étaient cotés en bourse. Dans nombre de cas, l'augmentation relative des encours d'IDE peut donc s'expliquer dans une large mesure par une réévaluation des avoirs transfrontières des sociétés.

...également dans des pays non membres de l'OCDE.

Une autre remarque intéressante concerne le rôle de la présence d'entreprises étrangères dans bon nombre de pays en développement. Comme le note par exemple la publication que l'OCDE doit bientôt faire paraître sous le titre *L'investissement direct étranger au service du développement (OCDE, 2002)*, les entrées d'IDE rapportées au PIB dans les pays en développement sont actuellement supérieures aux moyennes mondiales (graphique 4). Aussi bien en Amérique latine qu'en Asie, la présence des sociétés étrangères est, au regard de cet indicateur, économiquement plus importante qu'en Amérique du Nord et en Europe occidentale.

Les entreprises manufacturières à capital

L'importance des entreprises à capital étranger a été analysée dans une optique différente dans *Mesurer la*

étranger représentent une part croissante de la production dans bon nombre de pays ...

mondialisation : le poids des multinationales dans les économies de l'OCDE (OCDE, 2001) (l'encadré 3 donne certains éléments à ce sujet). Ainsi qu'il ressort de l'encadré, la production manufacturière des entreprises à capital étranger aux Etats-Unis a représenté plus de 40 pour cent de la production mondiale totale des filiales étrangères à la fin des années 90. De plus, si l'on en juge d'après d'autres chiffres, la part de la production des filiales étrangères dans la production manufacturière des Etats-Unis s'est accrue de 3 à 4 points pendant les années 90 pour atteindre juste un peu moins de 19 pour cent. Les pays de l'UE considérés dans leur ensemble ont enregistré une augmentation analogue pendant cette même période et, en 1998, près de 25 pour cent de la production manufacturière de l'UE était le fait d'entités à capital étranger.

...mais il n'en vas pas nécessairement de même dans les secteurs de services.

Néanmoins, une fois de plus, cela ne signifie pas nécessairement que la mondialisation s'intensifie. L'importance croissante des entreprises à capital étranger dans l'industrie manufacturière est allée de pair avec un déplacement de l'activité économique vers les secteurs de services dans la plupart des économies de l'OCDE. Comme la part des filiales d'entreprises étrangères dans ces secteurs est encore relativement faible dans la plupart des pays de l'OCDE, ce phénomène a eu dans nombre de cas pour effet d'atténuer ou de compenser la tendance à une dépendance accrue à l'égard des entreprises à capital étranger.

Tableau 4. Flux cumulés d'IDE dans les pays de l'OCDE, 1992-2001

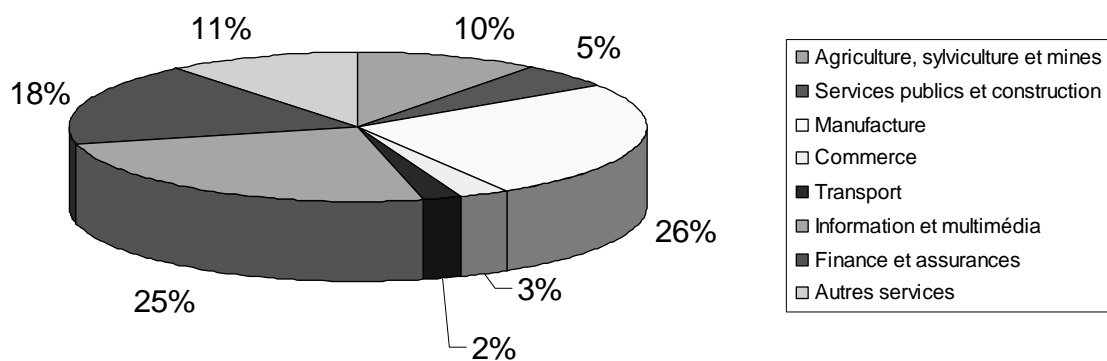
(milliards de dollars US)

Entrées		Sorties		Sorties nettes	
Etats-Unis	1 274.2	Etats-Unis	1 145.5	Royaume-Uni	389.8
Royaume-Uni	444.4	Royaume-Uni	834.1	Japon	349.7
Belgique-Luxembourg	422.3	France	583.9	France	291.6
Allemagne	342.6	Allemagne	477.7	Allemagne	135.1
France	292.3	Japon	455.9	Suisse	120.2
Pays-Bas	238.3	Belgique-Luxembourg	414.1	Pays-Bas	80.8
Canada	186.7	Pays-Bas	319.1	Italie	37.1
Suède	157.4	Canada	200.2	Espagne	36.7
Espagne	138.6	Suisse	182.8	Finlande	35.6
Mexique	127.3	Espagne	175.3	Canada	13.5
Japon	106.1	Suède	130.3	Portugal	0.8
Australie	69.6	Italie	97.7	Islande	0.3
Irlande	64.3	Finlande	71.9	Norvège	- 1.0
Suisse	62.6	Australie	49.6	République slovaque	- 4.9
Italie	60.6	Danemark	41.5	Grèce	- 6.2
Danemark	48.5	Norvège	33.0	Danemark	- 7.0
Pologne	47.2	Corée	25.7	Belgique-Luxembourg	- 8.3
Corée	38.5	Portugal	24.2	Turquie	- 8.4
Finlande	36.3	Autriche	23.9	Autriche	- 12.0
Autriche	35.9	Irlande	22.1	Corée	- 12.8
Norvège	34.0	Mexique	3.7	Nouvelle-Zélande	- 19.2
République tchèque	26.8	Turquie	3.4	Hongrie	- 19.9
Portugal	23.4	Grèce	3.3	Australie	- 19.9
Hongrie	22.1	Nouvelle-Zélande	2.8	République tchèque	- 26.0
Nouvelle-Zélande	22.0	Hongrie	2.2	Suède	- 27.1
Turquie	11.8	Islande	1.1	Irlande	- 42.2
Grèce	9.4	République tchèque	0.8	Pologne	- 46.5
République slovaque	4.9	Pologne	0.6	Mexique	- 123.6
Islande	0.8	Républiqueslovaque	0.0	Etats-Unis	- 242.6
TOTAL OECD	4 323.9	TOTAL OECD	5 205.9	TOTAL OECD	882.0

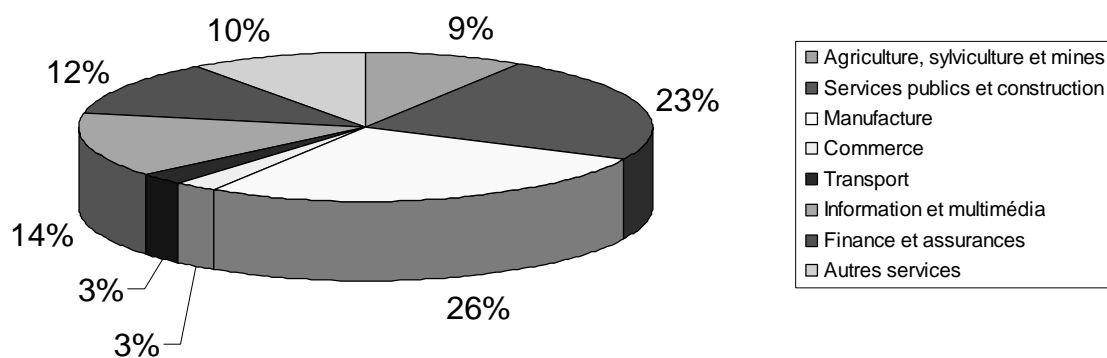
Source : OCDE, Base de données sur l'investissement direct international.

Graphique 2. Flux mondiaux de fusions-acquisitions (par secteur bénéficiaire)

Partie A. 2001

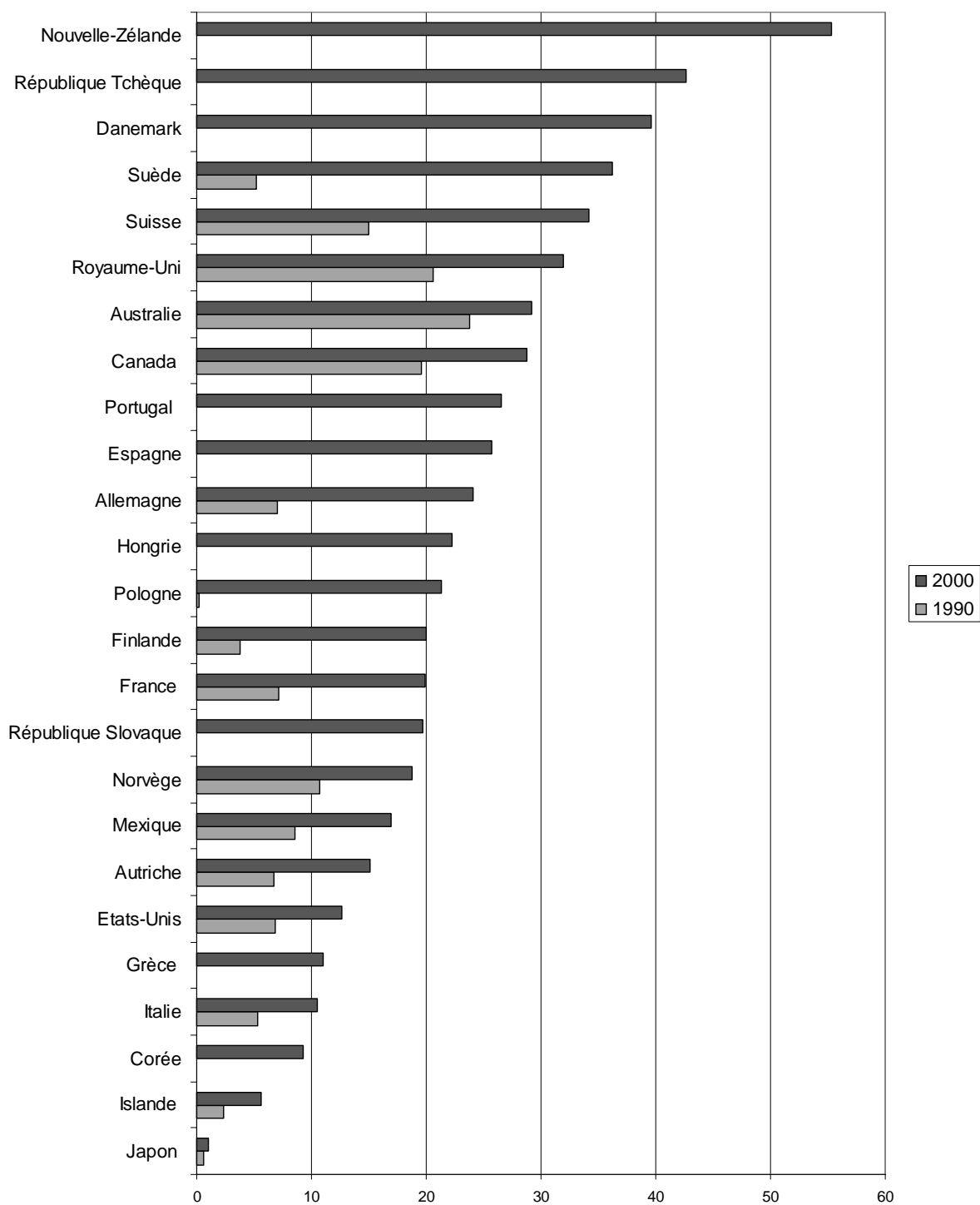


Partie B. De janvier au début de juin 2002



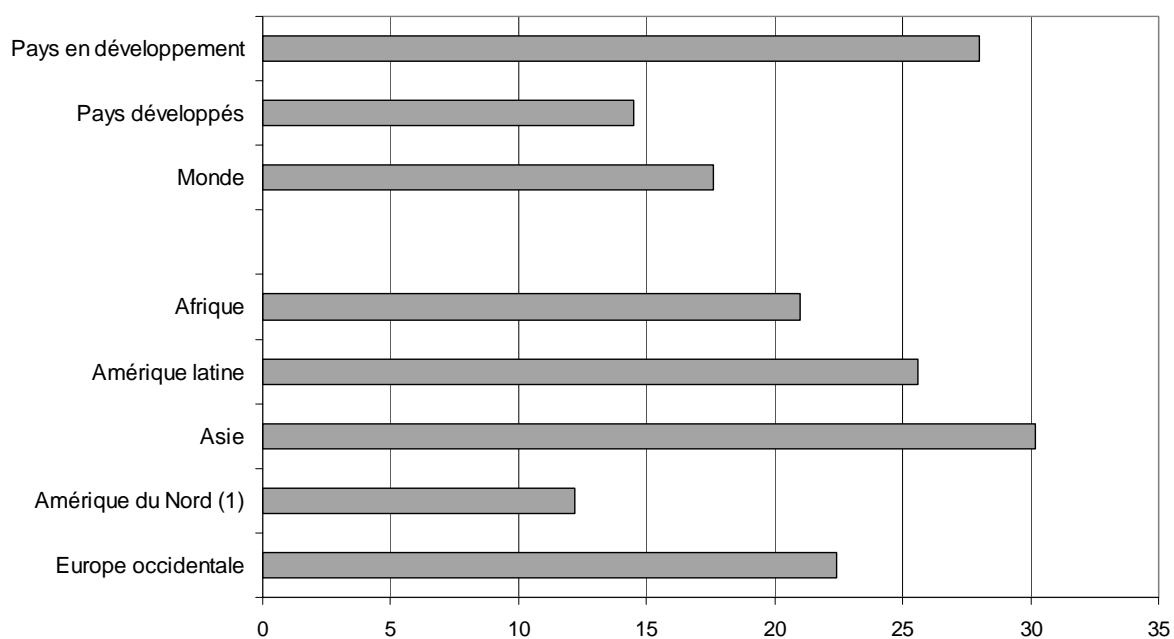
Source. Dealogic

Graphique 3. Encours des IDE de l'étranger (en pourcentage du PIB intérieur)



Source. OCDE, Base de données sur l'investissement direct international.

Graphique 4. Encours des IDE de l'étranger (en pourcentage du PIB)



(1) A l'exception du Mexique

Source : OCDE (2002), L'investissement direct étranger au service du développement (à paraître).

**Encadré 3. Evolution de la part des filiales étrangères dans la production
(ou le chiffre d'affaires) de l'industrie manufacturière dans certains pays de l'OCDE**

[Insert figure from file 1_trends-Box3.xls]

Source : OCDE, Base de données sur les activités des filiales étrangères.

- De 1991 à 1998, le niveau de production des entreprises sous contrôle étranger (en valeur absolue) a progressé dans tous les grands pays, à l'exception de l'Allemagne où il s'est infléchi à la baisse.
- Pendant la même période, le niveau de la production des entreprises étrangères a doublé aux Etats-Unis (passant de 405 à 883 milliards de dollars US), et représente désormais la moitié de la production de ces entreprises dans la zone de l'OCDE¹. On notera que la production des Etats-Unis représente 33 pour cent du total de ces mêmes pays.
- Les Etats-Unis et le Royaume-Uni sont les seuls grands pays de la zone de l'OCDE où le niveau de la production des entreprises sous contrôle étranger a augmenté tant en termes absolus qu'en termes relatifs.
- Au Japon en revanche, malgré une forte augmentation en valeur (+ 38 pour cent), la production sous contrôle étranger pendant la même période a continué de ne représenter que 3 pour cent du total de l'OCDE et 29 pour cent de la production de l'OCDE¹.

b) IDE par secteur

Traditionnellement, les Etats-Unis sont le principal bénéficiaire net des flux d'IDE. L'essentiel des capitaux viennent du Japon et d'un petit nombre de pays européens.

Dans une perspective plus lointaine, la principale source et le principal bénéficiaire d'investissements directs étrangers demeure les Etats-Unis, suivis par le Royaume-Uni et quelques-unes des grandes économies d'Europe continentale (tableau 4). Les flux nets (dont on peut considérer qu'ils constituent l'indicateur à long terme économiquement le plus important) font apparaître que le Royaume-Uni, le Japon et la France ont agi jusqu'à présent comme les principaux fournisseurs nets d'investissement direct au cours des dix dernières années, et que le principal bénéficiaire de ces flux de capitaux a été les Etats-Unis. De plus, il semble que le groupe des pays qui agissent comme exportateurs nets d'IDE soit relativement étroit, tandis que (mis à part les Etats-Unis) les bénéficiaires nets sont un large groupe de petits pays Membres et non membres de l'OCDE. Ces derniers pays reçoivent chacun une part relativement limitée (mais dans beaucoup de cas importante par rapport à la dimension de leur économie locale) des flux totaux.

1) Services

Le secteur des services a pris de l'importance comme bénéficiaire d'IDE ...

L'une des évolutions les plus spectaculaires de l'investissement international au cours des dix dernières années est le rôle de plus en plus important du secteur des services par rapport aux industries traditionnelles². En 2000, les investissements dans le secteur des services s'établissaient à des niveaux sans précédent, les entrées et les sorties des pays de l'OCDE atteignant respectivement 650 et 720 milliards de dollars US. A près de 65 pour cent des flux totaux d'IDE, c'est là le pourcentage le plus élevé jamais enregistré pour le secteur des services. Au début et au milieu des années 90, les services se situaient généralement aux alentours de 50 pour cent de l'investissement total.

...en partie du fait des privatisations des services d'intérêt public dans beaucoup de pays de l'OCDE.

Les flux d'IDE dans les industries de services sont, on l'a vu, influencés par l'évolution des privatisations. Bon nombre des toutes dernières opérations de privatisation un peu partout dans le monde comportaient la vente de sociétés de télécommunications, de services d'utilité publique et d'entreprises financières, dont le capital était ouvert à la participation d'investisseurs non résidents. Cette évolution a eu une forte incidence sur l'ampleur et le montant en termes absolus des transactions de et vers les pays de l'OCDE dans ces secteurs d'activité. Une large proportion de ces transactions d'IDE a par ailleurs été le fait d'un petit nombre de grosses opérations de fusions-acquisitions dans les secteurs les plus intenses en capital.

Le secteur des services des Etats-Unis est le principal bénéficiaire et le principal investisseur.

De 1991 à 2000 (dix dernières années pour lesquelles on dispose de données sectorielles détaillées), les Etats-Unis ont occupé la première place à la fois en tant que pays d'accueil et pays investisseur dans le secteur des services (graphique 5). Ce pays a représenté à lui seul plus de 30 pour cent des entrées totales d'IDE de la zone de l'OCDE et 20 pour cent des sorties. Les institutions financières ont été les principales bénéficiaires des investissements directs dans le secteur des entreprises aux Etats-Unis. Tout au long de la décennie, l'intermédiation financière a représenté en moyenne 40 pour cent de l'ensemble des entrées d'IDE liées à des activités de services.

...suivi par le Royaume-Uni ...

Au deuxième rang, le Royaume-Uni a représenté 18 pour cent des sorties d'IDE et environ 15 pour cent des entrées pendant la même période. Les flux d'IDE liés à des services au Royaume-Uni ont essentiellement concerné les télécommunications et l'intermédiation financière. L'Allemagne, qui dans le passé n'était pas véritablement un

acteur de premier rang des IDE dans le secteur des services, est passée à la troisième place grâce à une acquisition majeure à l'étranger (Vodafone-Mannesmann).

...et quelques autres pays européens qui ont été le théâtre d'importantes reprises dans ce secteur.

A 12 pour cent des sorties totales, la France occupe le troisième rang des investisseurs à l'étranger, grâce principalement aux stratégies volontaristes d'acquisition de deux grandes entreprises des secteurs des loisirs et des multimédias. Les autres pays de l'OCDE qui ont été particulièrement actifs comme investisseurs ou bénéficiaires d'IDE liés à des services sont notamment le Japon (pays investisseur), le Canada (pays bénéficiaire) et les Pays-Bas (les deux).

2) Industries manufacturières

Les flux d'IDE dans les industries manufacturières ont augmenté au cours des dix dernières années, mais moins que dans certains autres secteurs.

Les entrées (et les sorties) d'IDE dans les secteurs manufacturiers des pays de l'OCDE ont représenté plus de 30 pour cent des flux d'IDE de l'OCDE pendant la période allant de 1991 à 2000. En chiffres absolus, les investissements directs dans les industries manufacturières sont passés d'environ 34 milliards de dollars US en 1991 à plus de 270 milliards en 1999, avant de reculer légèrement en 2000. Les sorties d'IDE hors de la zone de l'OCDE ont suivi une tendance analogue au cours des dix dernières années, passant de 67 milliards de dollars en 1991 à plus de 310 milliards en 1999, mais la chute qu'elles ont ensuite accusée en 2000 a été beaucoup plus prononcée que celle des entrées.

L'importance des industries manufacturières des Etats-Unis comme bénéficiaire a parfois été ébranlée ...

De même que dans le secteur des services, les Etats-Unis sont de loin le principal bénéficiaire des entrées d'IDE dans le secteur manufacturier. En fait, leur prédominance a été même encore plus prononcée que dans les services, 45 pour cent des entrées globales dans la zone de l'OCDE entre 1991 et 2000 concernant les industries manufacturières des Etats-Unis (graphique 6, partie A). N'attirant au début de la décennie qu'un pourcentage relativement limité (environ 20 pour cent) des entrées mondiales, le secteur manufacturier des Etats-Unis a enregistré son résultat le plus élevé en 1998 avec 65 pour cent des flux totaux dans la zone de l'OCDE. Les principaux sous-secteurs bénéficiaires ont été le pétrole, les produits métalliques et mécaniques et les machines.

Le secteur manufacturier du Royaume-Uni a été le deuxième principal bénéficiaire d'IDE entre 1991 et 2000 (avec plus de 9 pour cent du total de la zone de l'OCDE). Les

industries textiles britanniques, qui avaient bénéficié d'importantes entrées d'IDE au milieu des années 90, ont semblé attirer à nouveau l'attention des investisseurs étrangers en 2000. De même, les investissements dans les industries du pétrole et dans le secteur des machines ont fortement augmenté vers la fin de la période.

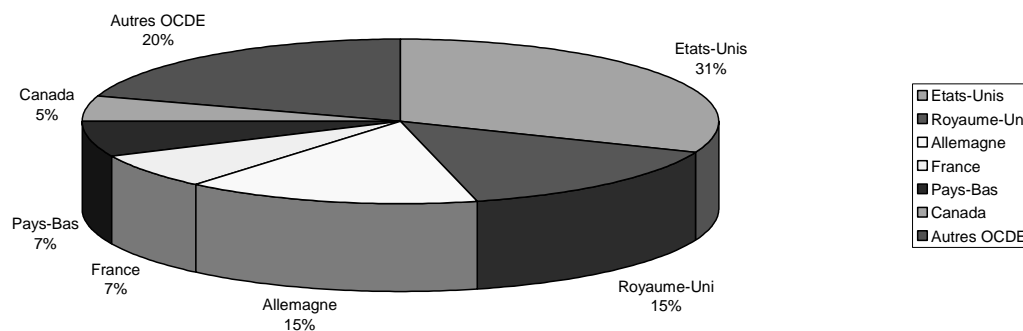
Parmi les principaux autres pays d'accueil figurent la Suède qui, malgré la dimension limitée de l'économie locale, a attiré 8 pour cent du total des flux d'investissements liés aux industries manufacturières, la France (5.5 pour cent) et les Pays-Bas (5 pour cent). A la fin de la décennie, les industries pétrolières de la Suède, des Pays-Bas et de la France ont attiré d'importants volumes de capitaux étrangers. La France a par ailleurs enregistré d'importants investissements dans le secteur des produits alimentaires et des boissons.

...tandis que les sorties de ce secteur ont été plus conformes à ce qui s'est produit dans d'autres pays.

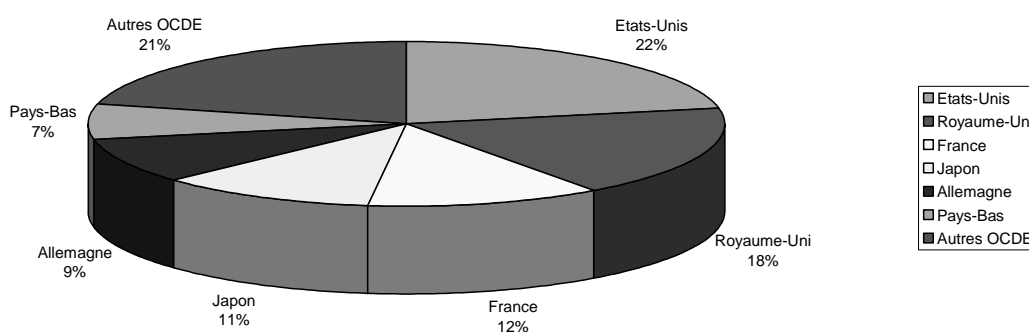
En ce qui concerne les sorties d'IDE, la part des entreprises des Etats-Unis a été beaucoup plus limitée (graphique 6, partie B). Les investisseurs des Etats-Unis ont essentiellement privilégié les machines, le pétrole et les textiles. Assez logiquement, quelques-uns des autres investisseurs les plus actifs ont été des pays disposant d'importants excédents de balance courante – par exemple le Japon, qui a représenté 30 pour cent des sorties totales vers le secteur manufacturier, et la France qui en a représenté 10 pour cent –, mais les entreprises du Royaume-Uni (16 pour cent) et d'Allemagne (14 pour cent) ont été des investisseurs encore plus actifs. De même, les grandes sociétés industrielles des Pays-Bas et de Suisse ont donné à ces pays un rôle de premier plan en tant qu'investisseurs dans les industries manufacturières, et ce malgré le poids relativement limité de l'économie locale.

Graphique 5. Entrées d'IDE dans les pays de l'OCDE, secteurs de services, 1991-2000

Partie A. Entrées



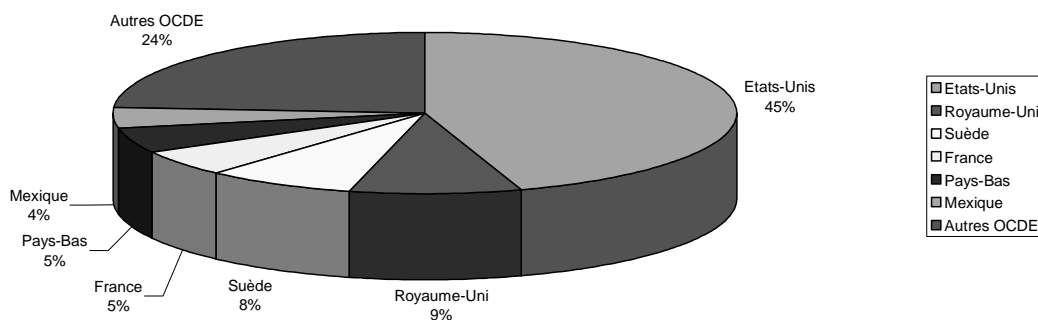
Partie B. Sorties



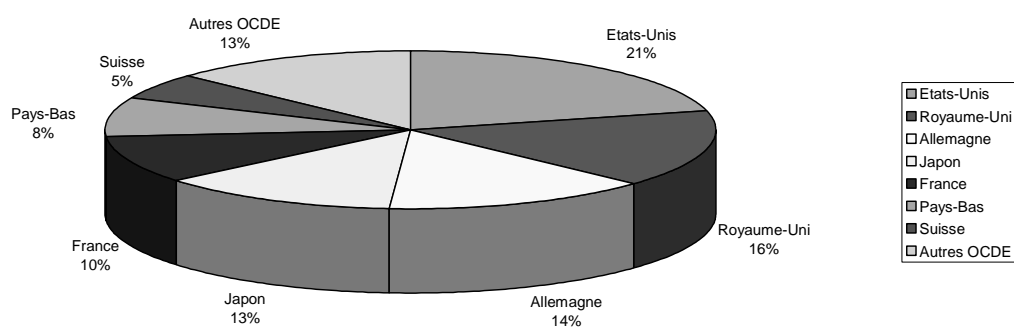
Source : OCDE, Base de données sur l'investissement direct international.

Graphique 6. L'IDE dans les pays de l'OCDE, Industries manufacturières, 1991-2000

Partie A. Entrées



Partie B. Sorties



Source : OCDE, Base de données sur l'investissement direct international.

NOTES

1. Les investissements directs étrangers couvrent par définition les fusions-acquisitions, les investissements ex nihilo, les prêts et les transferts analogues de capital entre entreprises apparentées ainsi que les bénéfices réinvestis.
2. On utilise ici une définition large du secteur des services : électricité, gaz et eau ; construction ; commerce et réparations ; hôtellerie et restauration ; transports et communications ; activités financières, institutions monétaires et autres institutions financières ; assurance et activités liées à l'assurance ; autres institutions financières et activités d'assurance ; immobilier et activités des entreprises ; autres services.